

BANGLADESH À RISQUE ENTRE VULNÉRABILITÉ ET MIGRATIONS CLIMATIQUES

Alfonso Giordano et Antonietta Pagano

Outre-terre | *Outre-Terre*

**2013/1 - n° 35-36
pages 99 à 110**

ISSN 1636-3671

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2013-1-page-99.htm>

Pour citer cet article :

Giordano Alfonso et Pagano Antonietta, « Bangladesh à risque entre vulnérabilité et migrations climatiques », *Outre-Terre*, 2013/1 n° 35-36, p. 99-110. DOI : 10.3917/oute.035.0099

Distribution électronique Cairn.info pour Outre-terre.

© Outre-terre. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Bangladesh à risque entre vulnérabilité et migrations climatiques

Alfonso Giordano¹, Antonietta Pagano²

CATASTROPHES ENVIRONNEMENTALES : RISQUE ET/OU MIGRATIONS

Des catastrophes naturelles comme les inondations, les ouragans, les typhons et les cyclones frappent régulièrement certaines aires géographiques. Mais au cours des dix dernières années leur fréquence, leur intensité, leur gravité et les dégâts produits ont augmenté sans épargner pratiquement aucune région du monde. Les inondations en Europe centrale, au Brésil, au Mozambique, en Thaïlande et au Kenya ; les ouragans qui ont frappé Haïti et les États-Unis ; ou encore les inondations au Pakistan, au Bangladesh et en Chine ; les typhons le long des tropiques ; la sécheresse en Afrique subsaharienne ; la canicule passée en France et dans d'autres parties de l'Europe du Sud ; autant d'exemples de risques environnementaux auxquels les populations sont confrontées. Des exemples qui montrent cependant que c'est le monde entier qui est vulnérable, y compris les régions technologiquement les plus avancées.

L'augmentation de la fréquence et du potentiel destructeur de tous ces événements³ a eu pour conséquence un intérêt plus grand pour les catastrophes naturelles aux niveaux tant scientifique que politique et une attention marquée pour les causes ayant déterminé l'aggravation progressive de semblables phénomènes et de leurs effets collatéraux sur le système économique et social des territoires concernés.

Une des conséquences les plus importantes et en même temps pas assez connue en cas de catastrophe naturelle est sûrement le déplacement forcé de parties des

1 Professeur à la Libera Università Internazionale degli Studi Sociali (LUISS, Rome) ; directeur des relations internationales de la Società Geografica Italiana ,membre du comité de rédaction d' *Outre-Terre*

2 Doctorante en géographie à l'Université de Rome « *Tor Vergata* », membre du bureau des affaires sociales de la Società Geografica Italiana, chercheur associé à la LUISS (Rome)

3 Le récent rapport de l'IPCC SREX (IPCC, 2012) conclut sur une fréquence variable de semblables catastrophes naturelles selon les cas. On prévoit en particulier sur la base des données empiriques que la fréquence des inondations augmentera sensiblement, mais une amplification des cyclones tropicaux est retenue comme improbable, alors que des sécheresses plus fréquentes dans certaines régions du monde, parmi lesquelles l'Europe du Sud et l'Afrique occidentale, sont redoutées, IPCC, *IPCC Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation Special Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, 2012.

populations frappées. Un flux de population destiné selon certains auteurs⁴ à augmenter, au point que le nombre de ces « réfugiés climatiques » pourrait s'élever à une dizaine de millions au siècle suivant.

Même si on ne peut démontrer le lien causal existant entre un événement catastrophique et les flux migratoires de moyenne ou de longue distance, on peut à coup sûr indiquer au moins quatre facteurs capables d'influencer profondément les mouvements de population en direction d'aires géographiques écologiquement moins vulnérables : 1) les effets produits par le réchauffement et le changement climatiques planétaires qui ont une incidence de plus en plus grande sur la qualité de vie des populations impliquées, leur santé publique, la sécurité alimentaire et la disponibilité de l'eau ; 2) l'élévation du niveau de la mer qui érode graduellement les littoraux, rendant inhabitables les zones côtières ; 3) la compétition accrue pour l'accaparement des ressources naturelles toujours plus rares donnant lieu à d'éventuelles tensions géopolitiques et dans certains cas à des conflits⁵ ; 4) l'intensité et le potentiel destructeur accrus de catastrophes naturelles faisant de plus en plus de victimes, que ce soit du point de vue de la mortalité ou (et surtout) en ce qui concerne les dommages économiques touchant souvent les couches les plus pauvres de la population mondiale.

La corrélation entre catastrophes naturelles et migrations devient encore plus évidente quand on prend en considération l'interaction existante entre la vulnérabilité environnementale, la pauvreté et les migrations. De fait, les événements catastrophiques peuvent déjà détruire les biens immobiliers, les récoltes et le bétail, mais il y a plus : ils endommagent et affaiblissent les infrastructures de territoires donnés, en particulier les mécanismes de prévention et d'alarme comme les digues, les pilotis, les ponts et les installations de communication et de télécommunication, appauvrissant encore les populations affectées. En réalité, l'impossibilité de reconstruire pour un temps les services publics endommagés conjuguée à la réduction de la production agricole et des salaires⁶ ainsi que l'incapacité du marché du travail locale à absorber la main-d'œuvre (en majeure partie non qualifiée), de même que des conditions hygiéniques et sanitaires détériorées produisent un double effet délétère : d'une part, elles rendent ces collectivités encore plus vulnérables et sujettes à la force destructrice

4 Cf. Norman Mayrs, « Environmental refugees: A growing phenomenon of the 21st century », *Philosophical Transactions of The Royal Society B: Biological Sciences*, vol. 357, 2002, p. 209-613 et François Gemenne, « Why the numbers don't add up: A review of estimates and predictions of people displaced by environmental changes », *Global Environmental Change*, n°21, 2011, p. 41-40.

5 Cf. Matthew Walsham, « Assessing the evidence: environment, climate change and migration in Bangladesh », in *IOM Report*, International Organization for Migration, 2010.

6 Cf. Richard Black et al., « Migration, immobility and displacement outcome following extreme events », *Environmental Science & Policy*, 2012, <dx.doi.org/10.1016/j.envsci.2012.09.001>.

des phénomènes environnementaux ; de l'autre, elles stimulent les flux migratoires⁷ nationaux et internationaux⁸.

VULNÉRABILITÉ ENVIRONNEMENTALE AU BANGLADESH ENTRE PRÉDISPOSITION GÉOPHYSIQUE ET ACTION HUMAINE

Dans l'analyse de la distribution et de la concentration spatiales de cette typologie d'événements environnementaux, l'Asie méridionale figure certainement parmi les régions du monde les plus touchées par les changements climatiques. En particulier d'après le 4^e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 2007⁹, les principaux événements enregistrés dans cette aire géographique ont été les suivants : 1) augmentation de la fréquence des sécheresses et des inondations avec effets négatifs sur les populations locales ; 2) élévation du niveau de la mer et exposition des territoires à un risque aggravé d'érosion côtière, avec pour conséquence une pression démographique le long des zones littorales ; 3) fonte progressive des glaciers de l'Himalaya dont résulte une augmentation des inondations et des avalanches. La portée de ces événements sera telle que vers la moitié du XXI^e siècle leur conjugaison pourrait provoquer une réduction de 30 % des récoltes en Asie centrale et méridionale par rapport à la production actuelle¹⁰.

Tout cela est parfaitement vrai et alarmant dans le cas du Bangladesh, soit le pays le plus vulnérable en raison de sa position géographique et des caractéristiques géophysiques comme hydrologiques. Avec une population de 162 247 000 habitants (2011) répartis sur un territoire de 144 000 km², le pays apparaît comme un des plus densément peuplés au monde avec 1 142 habitants au km². Cette population étant pour environ 72 % rurale¹¹ en 2011 et établie sur un des territoires les plus sujets aux problématiques environnementales – faible qualité du sol, de l'eau et de l'air -, outre

7 Cf. Devin Hagerly, « Bangladesh in 2007: Democracy interrupted, Political and Environmental challenges ahead », *Asian Survey*, vol. 48, 2008, p. 177-183.

8 Les études sur la corrélation entre migrations et catastrophes naturelles ont cependant enregistré des flux migratoires diminués ou même des exemples de catastrophes s'accompagnant du retour des migrants. De nombreuses analyses se sont focalisées sur les effets de la sécheresse, révélant que si ce phénomène environnemental augmente normalement les migrations il est également possible qu'il favorise la réduction de certains flux spécifiques, comme par exemple celui des migrants internationaux au Burkina Faso ou encore les migrations féminines intérieures à l'Éthiopie, cf. Gray Mueller, « Drought and population mobility in rural Ethiopia », *World Development*, vol. 40, 2012, p. 134-145. Sans compter que les catastrophes naturelles peuvent induire des migrations à l'intérieur des territoires frappés comme dans le cas du tremblement de terre au Salvador qui a entraîné le retour de compatriotes plutôt que leur déplacement. On peut donc affirmer que le choix migratoire constitue une importante stratégie de réponse ou d'adaptation en cas de catastrophe naturelle, une option qui peut être néanmoins dans certains cas récusée si le phénomène environnemental élimine l'accès aux ressources nécessaires pour entreprendre le parcours.

9 Cf. Rajendra Pachauri, Andy Reisinger (éd.), *Climate Change 2007 – Synthesis Report*, Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), 2007.

10 Cf. Alice Poncelet *et al.*, « A Country Made for Disasters: Environmental Vulnerability and Forced Migration in Bangladesh », in Tamer Afifi, Jill Jäger, *Environment, Forced Migration and Social Vulnerability*, Berlin & Heidelberg, Springer, 2010, p. 211-222.

11 World Bank, *World Databank*, 2012, <data.worldbank.org/>.

qu'elle est plus exposée aux catastrophes naturelles telles que les inondations, la sécheresse et les tempêtes tropicales qui rendent la survie plus difficile dans ces zones.

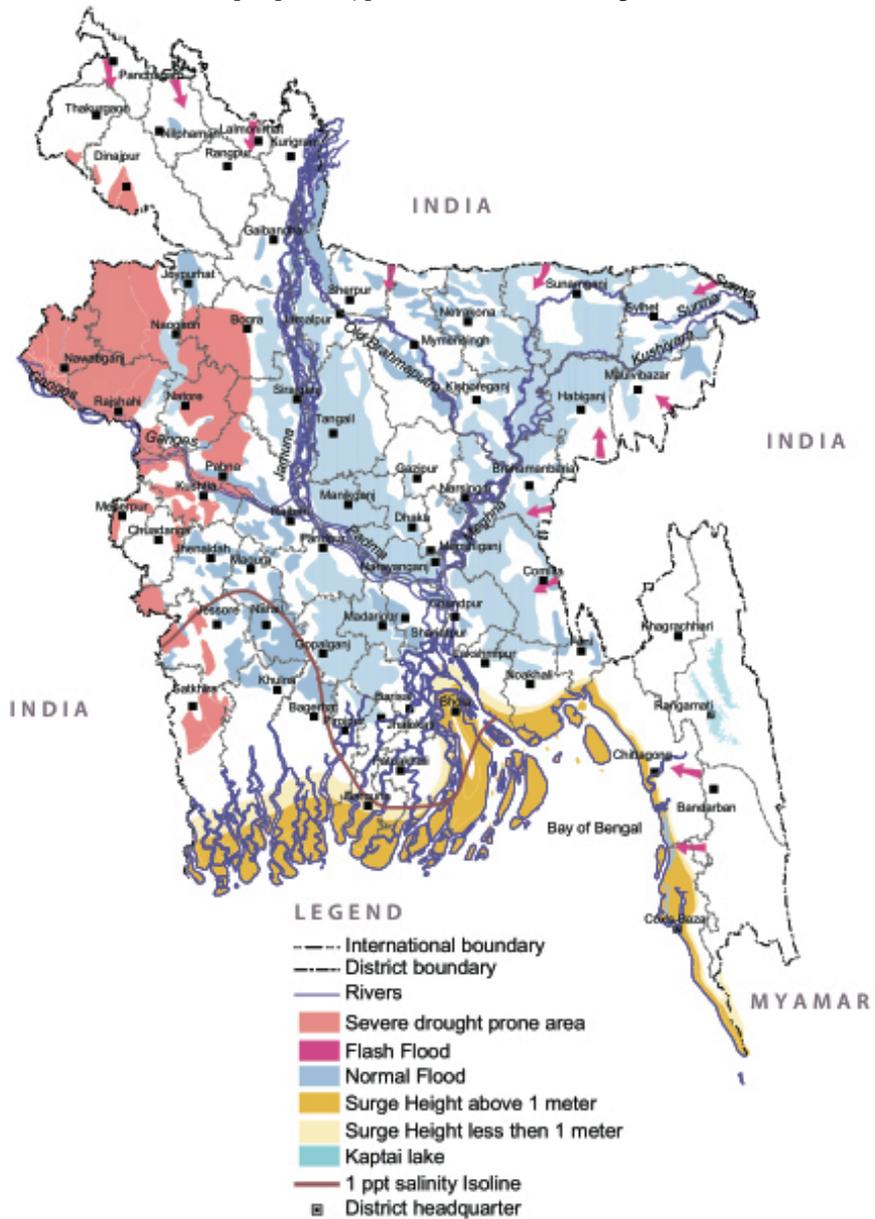
Situé dans le golfe du Bengale, le pays se trouve presque entièrement dans le delta composé par les trois principaux fleuves que sont le Gange, le Brahmapoutre et la rivière Meghna, sans compter d'autres fleuves mineurs. De fait, il n'y a que 12 % du territoire qui soient faits de collines et 8 % de « terrasses » ; le reste est entouré de fleuves (230 dont 57 internationaux) et presque 70 % se trouvent à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer¹². De ceci ressort aisément que l'une des principales menaces environnementales pour le pays sont les inondations. Notons à cet égard que le Bangladesh est normalement sujet aux inondations provoquées par les moussons avec des précipitations abondantes de mai à septembre, d'une part, et par la fonte saisonnière des sommets de l'Himalaya.

Il est en particulier important de comprendre le cycle saisonnier des trois principaux fleuves – Gange, Brahmapoutre et le Meghna – du moment où c'est eux qui comptent avant tout dans les inondations du pays. Le Brahmapoutre et le Meghna commencent à gonfler aux mois de mars et avril consécutivement à la fonte des glaciers himalayens puis aux pluies pré-mousson en Assam et au Nord-Est ; en mai commence la montée des eaux du Gange dans des zones où prédomine une relative aridité avec des pluies plus tardives. Les trois fleuves continuent à gonfler aux mois de juin-juillet et atteignent généralement leur niveau maximal en juillet-août dans le cas du Brahmapoutre et le Meghna, un mois plus tard pour le Gange. De la fin septembre au mois de novembre on peut observer un même modèle de baisse du niveau des eaux dans presque tout le pays, même si certaines zones restent inondées jusqu'au mois de décembre en raison des affaissements périodiques et d'un drainage embouteillé¹³.

12 Cf. Martin Quences, « Floods in Bangladesh and migration to India », in François Gemenne, Pauline Brückner, Dina Ionesco (éd.), *The State of Environmental Migration 2011*, Institute for Sustainable Development International Relations (IDDR) et Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2012, p. 57-71.

13 Cf. Hugh Brammer, « Floods in Bangladesh: Flood mitigation and Environmental aspects », *The Geographical Journal*, vol. 156, 1990, p. 158-165.

Graphique 1. Types d'inondation au Bangladesh



Source: United Nations Development Programme, Bangladesh: Disaster Risk Reduction as Development, in *Supporting Transformational Change*, 2011

Ce qui signifie donc qu'une bonne partie de la population du Bangladesh est régulièrement exposée à une inondation de ses terres si l'on considère que normalement 20 à 25 % du pays est submergé pendant la période des moussons, mais que dans les cas les plus extrêmes on peut arriver à 40-70 % de la superficie du territoire national¹⁴. Il s'agit au demeurant d'une éventualité toujours plus probable dans la mesure où le cycle naturel régulier (et parfois catastrophique) interagit avec les effets produits par l'action humaine et l'utilisation/exploitation des ressources naturelles. En fait, même si les inondations résultent principalement des précipitations élevées d'eau de pluie, des facteurs tels que la pression démographique et le processus d'urbanisation ont entraîné l'effondrement de nombreux puits avec en conséquence l'abaissement de la nappe phréatique et des affaissements de terrain, ce qui rend le Bangladesh encore plus fréquemment sujet aux inondations.

En outre, il y a des facteurs externes susceptibles d'impact sur la vulnérabilité environnementale d'un pays : par exemple la construction de digues en Inde le long des affluents mineurs qui se déversent dans les principaux fleuves a aggravé la question problématique de la sédimentation au Bangladesh. Dans le même temps, le processus de déforestation au Népal et sur l'Himalaya est en train de changer la structure géologique du système fluvial transfrontalier (Gange, Brahmapoutre et Meghna) augmentant de la sorte le risque d'inondations en aval¹⁵.

Les inondations liées aux cyclones produisent ensuite des effets corrosifs significatifs qui sont en train d'aggraver le processus d'érosion des zones côtières : il n'est que de penser à l'île de Bhola, la plus grande du Bangladesh, qui a été engloutie, laissant 500 000 personnes sans toit¹⁶. Mais elles ne sont pas la seule catastrophe naturelle qui affecte le pays. Il est fréquent que se succèdent ou se superposent dans un même laps de temps diverses catastrophes environnementales, comme par exemple les cyclones tropicaux provenant du golfe du Bengale lesquels s'alimentent réciproquement et augmentent ainsi de façon exponentielle leur potentiel destructeur¹⁷. Ce sont justement les cyclones, souvent accompagnés de fortes pluies et de raz-de-marée nommés tempêtes qui provoquent un nombre élevé de morts (cf. tableau 1 *infra*).

14 Cf. Edmund Penning-Rowsell *et al.*, «The 'last resort'? Population movement in response to climate-related hazards in Bangladesh», *Environmental Science & Policy*, 2012, <dx.doi.org/10.1016/j.envsci.2012.03.009>.

15 *Ibid.*

16 National Geographic, *climate refugee*, National Geographic Education, 2012, <education.nationalgeographic.com/education/encyclopedia/climate-refugee/?ar_a=1>.

17 En 1974 de violents orages ont provoqué une inondation suivie à son tour d'une grave famine qui allait entraîner la mort de 30 000 personnes. En 1989, un ouragan devait faire quelque 1 000 victimes au nord-ouest de Dacca après une période de sécheresse de plusieurs mois qui avait détruit la plus grande partie des cultures, cf. Martin Quences, « Floods in Bangladesh », *op. cit.*

Tableau 1. Catastrophes naturelles au Bangladesh 1918-2009 en nombre de personnes touchées et en taux de mortalité

Année	Événement	Population touchée	Victimes
1918	Épidémie		393 000
1942	Cyclone		61 000
1943	Famine		1 900 000
1961	Cyclone		11 000
1963	Cyclone		11 500
1965	Cyclone		36 000
1965	Cyclone		12 047
1968	Inondation	15 889 600	126
1970	Cyclone		300 000
1974	Inondation	38 000 000	28 700
1974	Famine		2 000 – 3 000
1983	Sécheresse	20 000 000	
1984	Inondation	30 000 000	553
1987	Inondation	73 000 000	1 657
1988	Inondation	73 000 000	2 379
1991	Cyclone	15 438 800	138 866
1993	Inondation	11 469 500	
1995	Inondation	12 656 000	
1998	Inondation	15 000 000	1 000
2004	Inondation	3 800 000	700
2007	Cyclone	8 900 000	3 363
2009	Cyclone	3 900 000	190

Source: The International Disaster Database, Centre for Research on the Epistemology of Disasters – CRED (<www.emdat.be/>)

Ce sont 15 cyclones tropicaux qui se sont abattus sur les zones côtières du Bangladesh de 1960 à 1997, causant des dégâts gigantesques. Par exemple celui, tragique, de 1991, qui a frappé plus de 13,7 millions de personnes et dépassé les 138 000 morts, 139 058 personnes se retrouvant blessées, avec une perte totale de bétail et de volaille au-delà du million¹⁸.

Tableau 2. Population touchée par les inondations et les tempêtes, typologie (2000-2012)

	Inondations			Tempêtes/Cyclones		
	Sans-abri	Dommmages	Morts	Sans-abri	Dommmages	Morts
2000	12.000	2.667 138	43	73 500	72 500	99
2001	0	700 000	9	0	26 000	238
2002	0	1 500 000	10	1 000	100 000	122
2003	0	550 000	252	0	0	60
2004	0	36 871 500	761	14 000	1 050	239
2005	0	1 150 000	55	21 500	12 000	177
2006	0	211 775	0	2 400	14 485	154
2007	0	13 851 380	1 230	225	8 923 259	4 275
2008	35 638	600 000	28	0	0	27
2009	0	500 000	16	0	3 947 363	197
2010	0	575 000	15	0	256 910	26
2011	0	1 570 559	10	0	0	13
2012	0	416 000	110	55 000	172 675	102
Totale	47 638	61 163 352	2 539	167 625	13 526 242	5 729

Source: The International Disaster Database, Centre for Research on the Epistemiology of Disasters – CRED (<www.emdat.be/>)

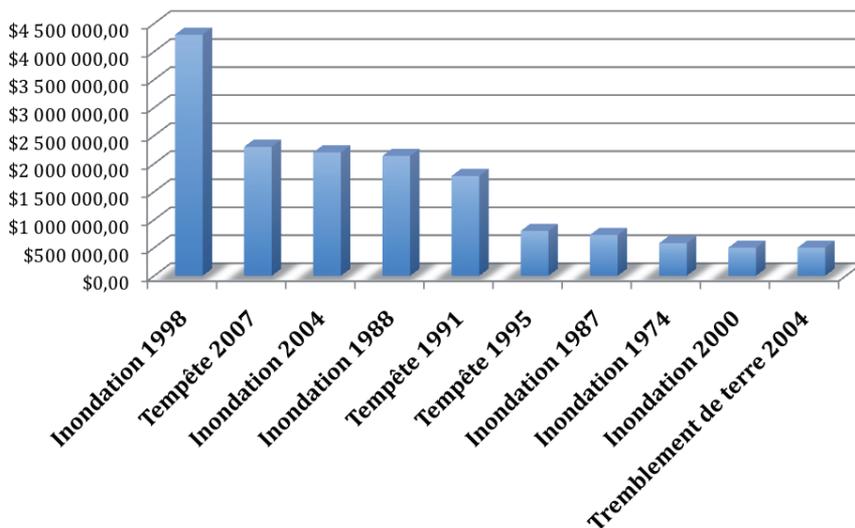
Si l'on veut comparer les deux principaux événements environnementaux qui frappent le Bangladesh, il ressort que si les inondations ont affecté une partie impor-

18 Cf. Sarfaraz Alam, « Environmentally Induced Migration from Bangladesh to India », *Strategic Analysis*, vol. 27, n°3, 2003.

tante de la population (plus de 61 millions de personnes sur la période 2000-2012), ce sont les cyclones qui ont causé le nombre le plus important de dégâts. De fait, rien que sur la période 2000-2012, 167 000 sans-abri contre 47 000 en raison des inondations. Sans compter le taux de mortalité élevé caractérisé : plus de 167 000 dans la même période.

Outre les dommages considérables du point de vue humain, il faut prendre en considération l'impact économique qui s'avère. Certes, au cours des années les répercussions économiques ont été réduites par l'adoption (là où c'était possible) de systèmes d'analyse, de prévision et de prévention de ces phénomènes, la diffusion d'outils de communication plus sophistiqués, la résilience plus importante des dispositifs sociaux et économiques et les programmes de coopération internationale (cf. graphique 2 *infra*). Mais les coûts supportés par la population bangladaise restent très élevés, surtout si l'on considère qu'il s'agit d'un pays encore fortement dépendant de la production agricole et de l'élevage. Donc, des catastrophes naturelles comme les inondations, les cyclones et les tempêtes tropicales entraînent des destructions de cultures, de terres arables et du bétail ; mais sur la longue durée, la disponibilité réduite des ressources naturelles et l'accès limité à ces dernières provoquent de l'insécurité alimentaire, l'endettement des agriculteurs et plus généralement des familles, la vente des terres et un chômage élevé.

Graphique 2. Les 10 pires catastrophes naturelles au Bangladesh sur la période 1900-2012 en matière de dégâts économiques



Source: The International Disaster Database, Centre for Research on the Epistemology of Disasters – CRED (<www.emdat.be/>)

Il y a donc au moins en partie des liens *de cause à effet* entre les insécurité économique, environnementale et alimentaire causées et amplifiées par les catastrophes naturelles auxquelles le Bangladesh est sujet et les flux migratoires à partir des zones les plus touchées en direction de territoires moins vulnérables, que ce soit du point de vue environnemental ou économique. Même s'il n'est pas possible d'affirmer qu'il existe un lien causal *immédiat* entre migrations et catastrophes naturelles, il n'en reste pas moins que les catastrophes naturelles constituent un important *push factor* pour les migrations internes et internationales, surtout en direction des territoires proches tant du point de vue géographique que du point de vue culturel.

SÉCURITÉ OUTRE CONFIN : LES MIGRATIONS DU BANGLADESH EN INDE

Les liens migratoires entre l'Inde et le Bangladesh constituent aujourd'hui un sujet d'une grande importance dans les agendas des deux pays, pas seulement du point de vue scientifico-géographique, mais surtout parce qu'ils représentent un important facteur de déséquilibre géopolitique réciproque. L'Inde se caractérise de fait par un fort afflux de Bangladais, surtout en situation irrégulière ; depuis 1971 – année de l'indépendance du Bangladesh –, ce sont environ 12 millions de migrants qui sont entrés irrégulièrement dans le Nord-Est du pays ; et si on ajoute les migrants présents dans les zones économiquement plus dynamiques comme New Delhi et Bombay¹⁹, le nombre s'élève à quelque 20 millions de Bangladais clandestins qui vivent dans les différentes parties de l'Inde, surtout dans des États comme le Bengale-Occidental, l'Assam et le Tripura²⁰ (cf. tableau 3 *infra*).

Même s'il n'est pas possible de retracer scientifiquement les motivations qui entraînent le flux migratoire bangladais, on peut certainement poser que les paramètres économiques – emploi, salaires plus élevés – représentent des *pull factor* importants, ce qui expliquerait la forte attractivité de Delhi et de Bombay dans les statistiques.

Entre en jeu aussi très fortement la possibilité de vivre en territoire culturellement proche. Si les Bangladais franchissent illégalement la frontière avec l'Inde, ils fuient également une situation de danger vital résultant de l'insécurité religieuse. Nombreux sont les hindous qui migrent à partir des territoires musulmans du Bangladesh vers l'Inde où ils peuvent pratiquer librement leur religion. Et puis il y a naturellement la peur dans la même mesure vitale de l'insécurité environnementale et le risque permanent de catastrophes, les réfugiés abandonnant tout simplement les zones les plus dangereuses pour s'établir dans des espaces plus sûrs.

19 Cf. Kumar Anand, « Illegal Bangladeshi migration to India: Impact on internal security », *Strategic Analysis*, vol. 35, 2011, p. 106-119

20 Cf. Architesh Panda, « Climate Induced Migration from Bangladesh to India: Issues and Challenges », UNU-EHS, 2011, p. 1-27.

Tableau 3. Migrants bangladais en Inde

Nombre de migrants (en millions)	État
5,4	Bengale-Occidental
4	Assam
0,5	Bihar
1,5	Delhi
0,8	Tripura
0,5	Rajasthan
0,5	Maharashtra

Source: Martin Quences, « Floods in Bangladesh and migration to India », in François Gemenne, Pauline Brücker, Dina Ionesco (éd.), *The State of Environmental Migration 2011*, Institute for Sustainable Development International Relations (IDDRI) et International Organization for Migration (IOM), 2012, pp. 57-71

La question migratoire représente un facteur très sensible du point de vue géopolitique. Un des premiers éléments de friction entre les deux gouvernements tourne autour des chiffres diffusés au niveau international dans la mesure où d'une part les autorités bangladaises visent à minimiser les nombres relatifs aux flux migratoires sortants ; de l'autre l'Inde tend à arrondir par excès le nombre des migrants bangladais réguliers et irréguliers présents sur son territoire. Une des raisons de semblable « divergence statistique » résulte d'une imputation réciproque de la responsabilité dans le renforcement du *push factor* en ce qui concerne les flux migratoires bangladais. Le gouvernement indien accuse la contrepartie de ne pas réussir à mettre en place des politiques de prévention et de gestion des catastrophes naturelles qui le concernent. En sens inverse, le Bangladesh accuse les autorités indiennes de grossir la question migratoire alors qu'en réalité l'Inde elle-même contribue à aggraver sa vulnérabilité environnementale à lui puisque les digues construites au Bengale-Occidental sont incapables de résister à la montée du niveau des eaux dans la période de moussons et amplifient par là les inondations qui le frappent²¹.

En outre, le flux migratoire bangladais, surtout causé par les crises environnementales, constitue une menace préoccupante pour l'Inde du point de vue de la sécurité et de la stabilité nationales. Il concerne en premier lieu l'Inde du Nord-Est, reliée au Bangladesh par le corridor de Siliguri, une bande territoriale de moins

21 Cf. Martin Quences, « Floods in Bangladesh », *op. cit.*

de 40 km de large mais qui a une valeur géostratégique élevée, difficile à protéger en raison de ses caractéristiques physiques. Il s'agit donc d'une zone extrêmement sensible pour la sécurité intérieure de l'Inde et tout phénomène considéré comme à risque, par exemple l'entrée clandestine de migrants bangladais, peut susciter les préoccupations du gouvernement central indien. Surtout dans la mesure où justement les migrations « environnementales » peuvent, qui plus est, aggraver la concurrence pour l'accaparement de ressources déjà rares, avec un potentiel déclenchement de tensions ethniques à la frontière et à l'intérieur d'où pourrait en définitive résulter un conflit armé.

Pour finir, il y a l'hypothèse répandue que Dacca est en train d'instrumentaliser ses propres flux migratoires en faveur d'objectifs géopolitiques et d'utiliser la vaste diaspora bangladaise établie en Inde afin de peser sur les développements politiques dans ce pays en sa faveur²².

Les rapports bilatéraux entre Inde et Bangladesh apparaissent donc comme de plus en plus difficiles et tendus, surtout du moment où aucune des deux administrations n'entend renoncer à ses intérêts propres, comme l'ont montré les interminables négociations entre les parties sur la gestion des flux migratoires et l'utilisation des eaux fluviales. New Delhi considère plus spécifiquement l'exploitation des eaux du Gange et du Brahmapoutre comme relevant de son droit souverain, indépendamment de l'impact du processus sur l'agriculture bangladaise et sur la stabilité environnementale du Bangladesh. Dans le même temps le Bangladesh, même s'il s'emploie à développer son système de prévention et de contrôle des catastrophes environnementales, ne peut pas faire beaucoup contre les flux migratoires en direction de l'Inde.

En conclusion, l'exploitation durable des ressources naturelles devient un facteur stratégique vital pour accéder à un niveau de stabilité géopolitique régionale à moyen et long terme, surtout afin de garantir une réponse rapide en cas d'urgences environnementales et humanitaires, entre autre la possibilité pour les populations touchées par les catastrophes environnementales de migrer vers des territoires moins vulnérables.

// TRADUIT DE L'ITALIEN PAR ESTHER BARON

22 *Ibid.*